
PREFECTURE DE LA CHARENTE

ARRETE

**autorisant la SARL CASSE AUTO 16 à exploiter une unité de
stockage et de récupération de véhicules hors d'usage au lieu-dit
"Le Moulin à Vent" à MAINE DE BOIXE**

LE PREFET DE LA CHARENTE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU la demande présentée le 31 mars 1999 par la SARL CASSE AUTO 16, siège social "La Forêt" – 16230 MAINE DE BOIXE à l'effet d'être autorisée à exploiter une unité de stockage et de récupération de véhicules hors d'usage au lieu-dit "Le Moulin à Vent" à MAINE DE BOIXE ;

VU les plans des lieux joints à ce dossier ;

VU les pièces de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 21 septembre au 21 octobre 1999 inclus ;

VU l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 9 août 1999 ;

VU l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales en date du 16 juillet 1999 ;

VU l'avis du directeur régional de l'environnement en date du 21 juillet 1999 ;

VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours en date du 26 juillet 1999 ;

VU l'avis du chef du service interministériel de défense et de protection civile ;

VU l'avis du Président du Conseil Général de la Charente en date du 30 juillet 1999 ;

VU l'avis du conseil municipal de MAINE DE BOIXE ;

VU l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 10 décembre 1999 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 13 janvier 2000 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARTICLE 1 - CLASSEMENT

La S.A.R.L. CASSE AUTO 16, est autorisée à exploiter au lieu-dit "le Moulin à Vent" à MAINE DE BOIXE, sur le lot n°5 de la section WB, d'une superficie totale de 15 540 m², aux conditions du présent arrêté, une activité de stockage et de récupération de véhicules.

1.1 - Description des installations classées :

RUBRIQUE	ACTIVITE	CAPACITE	CLASSEMENT
286	Stockage et activité de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage etc... La surface utilisée étant supérieure à 50 m ² .	15 540 m ²	A

A : autorisation

1.2 - Taxes

Conformément à l'article 17 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, les installations visées ci-dessus sont soumises à la perception d'une taxe unique, exigible à la signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES

2.1 - Conformité au dossier déposé

Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront si nécessaire adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.2 - Prescriptions techniques

Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées, seront réservées au démontage des moteurs et aménagées à l'intérieur du bâtiment pour récupérer les huiles et hydrocarbures.

Le site sera clôturé et planté de haies vives sur tout son périmètre.

En l'absence du gardiennage, toutes les issues seront fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.

A l'intérieur du chantier, une ou plusieurs voies de circulation seront aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des aires de dépôts.

Des dispositions seront prises pour recueillir les hydrocarbures et autres liquides avant le rangement des véhicules sur le parc. Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour recevoir les liquides récupérés.

Les postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail et de la santé publique.

La hauteur des carcasses stockées ne dépassera pas 2 m.

2.3. - Contrôles et analyses

L'inspecteur des installations classées peut demander, à tout moment, que des contrôles et analyses, portant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, bruit notamment), soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant.

Toutes dispositions seront prises pour faciliter l'intervention de ces organismes.

En tant que de besoin, les installations sont conçues et aménagées de manière à permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.

Au niveau du rejet du débourbeur-deshuileur doit être prévu un point de prélèvement d'échantillons.

Ce point doit être aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité.

Sauf accord préalable de l'inspecteur des installations classées, les méthodes de prélèvement, mesure et analyse sont les méthodes normalisées.

Un prélèvement et une analyse seront réalisés à ce point une fois par an et porteront sur les paramètres visés à l'article 4.1.

Les résultats de ces contrôles et analyses sont conservés pendant au moins 5 ans par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, et, pour ce qui le concerne, de l'agent chargé de la Police de l'Eau.

2.4. - Incident grave - Accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement c'est-à-dire aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée doit être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remet, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter son renouvellement.

2.5- Arrêt définitif des installations

Au moins un mois avant l'arrêt définitif de ses installations, l'exploitant doit adresser une notification au préfet conformément au décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié (article 34.1). Elle doit préciser les mesures prises ou prévues pour assurer la protection de l'environnement (c'est-à-dire des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée), notamment en ce qui concerne :

- l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- la protection des installations pouvant présenter des risques d'accidents (puits, citerne, etc) ;
- la surveillance a posteriori de l'impact de l'installation sur son environnement.

ARTICLE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

Tout brûlage à l'air libre est interdit

Des mesures seront prises pour éviter la dispersion des poussières. En particulier, les voies de circulation seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.

ARTICLE 4 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

4.1 - Rejet des eaux

Les eaux pluviales collectées sur des aires potentiellement polluées seront dirigées vers le débourbeur-deshuileur.

Les eaux provenant de l'aire de nettoyage au jet à haute pression, sans produit lessiviel, seront rejetées vers le milieu naturel après traitement dans un débourbeur-deshuileur sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes :

- débit < 1m³/j
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- hydrocarbures totaux < 5 mg/l
- DCO < 300 mg/l
- MES < 100 mg/l

Les liquides qui seraient accidentellement répandus seront collectés pour être éliminés comme déchets, conformément à l'article 5.2.

Les eaux domestiques des sanitaires et lavabos seront traitées par assainissement autonome : fosse septique, puis filtre à sable non drainé.

4.2 - Protection du réseau d'eau potable

Des disconnecteurs d'extrémité de type HA, destinés à empêcher tout risque de retour d'eau polluée vers le réseau public, seront installés au niveau des alimentations en eau potable de l'atelier, notamment pour le lavage des pièces.

4.3 - Prévention des pollutions accidentelles

Toutes précautions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident, déversement de matières dangereuses (hydrocarbures, liquides de batteries, etc...), vers les égouts ou le milieu naturel.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans d'autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

ARTICLE 5 - ELIMINATION DES DECHETS

5.1 - Gestion

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et ce conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (loi n°75-633 du 15 juillet 1975 modifiée et ses textes d'application).

L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

5.2 - Elimination des déchets

L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés pendant 3 ans.

En particulier, les huiles usagées récupérées seront reprises par un ramasseur agréé.

Les autres fluides (liquides de freins, liquides de refroidissement, liquides des batteries) seront dirigés vers des installations autorisées.

Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

Des mesures de protection contre la pluie, de prévention des envols, seront prises si nécessaire.

ARTICLE 6 - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

6.1 - Règles d'aménagement

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement leur sont applicables sans préjuger des dispositions arrêtées ci-après.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur .

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.2 - Niveaux limites

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété les valeurs suivantes :

Jour (7 h - 22 h) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22 h - 7 h) et dimanches et jours fériés
Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)
70	60

Les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à :

- 6 dB (A) pour la période allant de 7h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés ;
- 4 dB(A) pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

ARTICLE 7 - GESTION ET PREVENTION DES RISQUES

7.1 - Prévention

Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion et en particulier les tas de pneus seront limités à 50 mètres cube et distants les uns des autres d'au moins 15 mètres.

Dans le cas où les véhicules automobiles sont découpés au chalumeau, ils devront être préalablement débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables.

Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de huit mètres de tous dépôts de produits inflammables ou de matières combustibles.

Il est interdit de fumer à proximité et sur les zones réservées aux dépôts de stériles, pneumatiques, liquides inflammables. Cette interdiction, précisée dans le règlement du chantier, sera affichée sur les lieux de travail aux postes ci-dessus indiqués.

Les installations électriques devront être réalisées en conformité avec les textes réglementaires et normes françaises correspondants et notamment la NFC 15100 et le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail. Leur conformité devra être contrôlée soit par un organisme agréé soit par un technicien qualifié.

La zone d'accueil sera isolée de l'atelier par un mur coupe-feu de degré 1 heure et des portes coupe-feu de degré ½ heure munies de ferme-porte.

7.2 – Moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement sera pourvu des moyens d'intervention et de secours appropriés aux risques encourus.

Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie seront maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement. Ils comprendront :

- une lance incendie ;
- des extincteurs seront d'un type homologué NF-MIH .

Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu. A cet effet, il faudra disposer en permanence de deux extincteurs à poudre polyvalente au moins.

Tout poste de découpage au chalumeau sera équipé d'un extincteur portatif.

Des consignes d'incendie seront établies ; elles seront affichées ainsi que les numéros de téléphone et adresse des centres de secours les plus proches.

ARTICLE 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois de sa notification par l'exploitant et dans un délai de 4 ans à compter de la date de publication ou de l'affichage, par les tiers.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera notifiée à Monsieur le Directeur de la S.A.R.L. CASSE AUTO 16 par Monsieur le Maire de MAINE DE BOIXE.

Un extrait énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de la S.A.R.L. CASSE AUTO 16.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet de la Charente, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de MAINE DE BOIXE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ANGOULEME, le 7 FEV. 2000

Le Préfet

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Laurent VIGUIER